

CHARLIE ENQUÊTE

QUAND LE PLANNING VEUT RENONCER

Symbole de l'émancipation des femmes, du droit de chacune à disposer de son corps, le Planning est aujourd'hui en butte à un fort débat interne : plusieurs militantes souhaitent remettre en cause la laïcité et en faire un mouvement « intersectionnel ». Avec un risque : que les particularismes religieux prennent le pas sur les droits des femmes. Le congrès qui aura lieu en 2019 s'annonce difficile pour les tenants de l'universalisme, de plus en plus minoritaires au sein du mouvement.

LAURE DAUSSY

Une affiche avec deux corps nus enlacés pour une campagne sur la contraception. Ça, c'était dans les années 70. En 2018, c'est une femme voilée que l'on pouvait voir postée sur le mur Facebook d'une antenne du Planning de Marseille. Cette évolution est révélatrice d'un changement à l'œuvre au Planning. Il est le fruit des militantes les plus jeunes, plus sensibles aux thèses « intersectionnelles ». L'intersectionnalité est un concept venu des États-Unis qui désigne le fait de subir plusieurs formes de discrimination. Par exemple, être victime de racisme et de sexisme quand on est une femme noire. Mais son interprétation consiste parfois à remettre en cause la laïcité et à privilégier des injonctions religieuses au détriment de l'égalité femmes-hommes. Le 25 novembre dernier, lors de la manif pour la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, on a pu voir place de la République à Paris une immense pancarte signée par le Planning du Pas-de-Calais : « *Le Planning familial sera intersectionnel ou ne sera pas.* » Le ton est donné. Plusieurs « historiques » confient être inquiètes devant l'influence de militantes très proches des thèses indigénistes. « *Aujourd'hui, les jeunes n'ont pas de parcours politique. Ils sont donc manipulables sur des idées de générosité, sur la culpabilité postcoloniale,* » analyse une ancienne militante.

« Allez dans un quartier, personne ne sait ce qu'est l'intersectionnalité »

Comment s'est opéré ce basculement ? Certaines militantes évoquent un « noyautage » à partir de 2009, avec l'arrivée de Carine Favier à la tête du mouvement, plus sensible aux thèses relativistes. À son arrivée, elle coupe des têtes pour mettre en place ses proches. Lutte de pouvoir ou lutte des idées ? Toujours est-il que des militantes « universalistes » se sont vues mises de côté à ce moment-là. « *Elle s'est imposée avec beaucoup d'autorité,* » déplore l'une d'elles. Et c'est lors du congrès de 2016, à Grenoble, que ce qui couvait explose au grand jour : deux associations départementales essaient de supprimer le terme « laïcité » des statuts du Planning, au motif que celui-ci serait « liberticide ». « *Elles étaient minoritaires, mais savaient utiliser des arguments de culpabilisation,* » nous explique une militante. Quant à celles qui défendent la laïcité, elles se font traiter de racistes.

La digue ne cède pas. Mais depuis ce congrès s'est créé un groupe de travail constitué de jeunes militantes nommé « droit des femmes, droits sexuels et laïcité ». Son objectif est clairement de remettre en cause la laïcité au sein du mouvement. Ce groupe de travail a lancé un questionnaire – que nous nous sommes procuré –, envoyé à toutes les associations départementales et qui préfigure une laïcité à la carte. Trois questions



QUAND JEV

y figurent : « 1. Votre association départementale peut-elle donner sa propre définition de la laïcité ? 2. Si la définition n'a pas fait l'unanimité, quels étaient les points de divergence. 3. Dans la perspective d'une définition consensuelle et confédérale, quelles seraient les notions qui vous sembleraient indispensables à intégrer ? » Le questionnaire a été distribué dans toute la France, et le groupe de travail doit faire un compte-rendu des réponses ce premier trimestre. « *Il s'agit de prendre la température avant le congrès,* » nous explique-t-on.

Caroline Rebhi, actuelle présidente, reconnaît que le Planning « *est en réflexion* » au sujet de l'universalisme et de la laïcité dans l'optique du congrès d'octobre 2019. « *C'est une question qui traverse la société. On ne peut pas ne pas s'emparer de ce débat-là,* » nous explique-t-elle. Elle semble parfois gênée aux entournures sur la réflexion autour de la laïcité. « *La laïcité ne sera pas remise en cause. J'espère ne pas me tromper,* » ajoute-t-elle. À en croire ces opposants à la laïcité, celle-ci serait un frein symbolique pour atteindre certaines femmes issues des minorités. « *On dit que la laïcité aggraverait les personnes de religion musulmane. Mais je n'ai jamais croisé une femme musulmane qui nous dise « je me sens discriminée au Planning ! », tranche l'ancienne présidente Françoise Laurent. Allez dans un quartier et dites le mot « intersectionnalité », personne ne*

PLANNING FAMILIAL ET LA LAÏCITÉ

**L'INTERRUPTION
VOLONTAIRE,
DE LAÏCITÉ:**



«modestie» pour désigner le port du voile. Ce même Planning local a montré aussi jusqu'où peut aller la logique de l'intersectionnalité et du relativisme. À un internaute qui demandait, lors d'une démonstration par l'absurde, si le Planning défendrait le libre choix de l'excision puisqu'il défend le libre port du voile, le Planning de Marseille avait eu cette réponse : « Comme déjà dit, on milite pour le libre choix de chacun-e, et que nous puissions chacune faire ce que nous voulons de notre corps sans projeter nos choix sur les autres. » Le Planning national avait réagi dans un communiqué pour rappeler que le mouvement ne soutient pas l'excision, mais le ton était bien faible au regard de ce relativisme délirant.

Cette pensée relativiste influe-t-elle concrètement dans les actions sur le terrain, interventions scolaires, échanges avec les femmes ? Difficile pour l'instant de le savoir. Françoise Laurent, qui défend l'universalisme, nous assure que ces débats ne sont que théoriques et que les interventions restent les mêmes. Michèle Vianès, présidente de l'association Regard de femmes, se dit de son côté très inquiète et assure que, dans certaines interventions auprès d'un public scolaire, « le Planning ne dit plus que toutes les femmes ont accès aux droits universels. On leur dit « si c'est votre tradition, vous vous soumettez à cette tradition... »

**Le « libre choix »
de l'excision**

Une étude universitaire réalisée par Alice Romerio en 2018, et publiée sur le site du Cairn sous le titre « Le travail féministe et le « problème musulman » au Planning familial », atteste aussi d'une certaine évolution. La chercheuse évoque l'exemple d'une association départementale, en prise avec cette opposition entre universalistes et intersectionnelles, face à une question éminemment délicate : la demande de « certificats de virginité ». Débat au sein de l'association, entre celles qui considèrent qu'il faut en donner pour que la jeune femme soit tranquille vis-à-vis de sa famille, et celles qui estiment que ce serait accepter un contrôle patriarcal sur le corps des femmes. Celles qui se considèrent comme intersectionnelles acceptent de le donner. Mais ce qui est marquant, souligne la chercheuse, c'est que l'une des salariées du Planning qui refusaient de le donner au nom de l'universalité des droits est d'origine tunisienne, âgée d'une cinquantaine d'années et a elle-même été confrontée à cette demande de certificat de virginité. C'est en le refusant qu'elle a pu s'affirmer et dépasser cette injonction de virginité.

Que penser aussi des interventions d'une bénévole très engagée dans la religion ? Le Planning familial de Blois avait, lors d'une campagne, mis en avant une de ses militantes voilées. Outre le fait que cette image cautionne une forme de bigoterie religieuse de la part du Planning, il se trouve que cette mili-



tante avait partagé sur sa page Facebook – comme l'a montré le blogueur et militant laïc Naëm Bestandji – des citations du Coran qui condamnent l'adultère et encadrent religieusement les rapports sexuels. On peut se demander quel peut être alors le discours de cette bénévole quand elle se trouve face à des femmes en tant que conseillère du Planning. Distribuer une contraception tout en évoquant des préceptes religieux, est-ce que c'est ça, le futur Planning intersectionnel ? ●

SELF-DÉFENSE ANTI-LAÏCITÉ AGRESSIVE



sait ce que c'est. Ce n'est qu'à Sciences-Po qu'on s'étripe sur ce terme. » Il est loin le temps où, en 2005, le Planning écrivait un communiqué commun avec Ni putes ni soumises (NPNS) qui dénonçait la montée des intégrismes et appelait à davantage de laïcité pour s'en prémunir. « En France et en Europe, [les intégrismes] se développent d'autant plus que nos pays n'affirment plus avec la vigueur nécessaire les principes de laïcité et de mixité, qu'ils permettent un particularisme culturel au nom de la démocratie et nient l'universalité des droits fondamentaux des femmes », lisait-on alors. Une phrase que l'on ne pourrait plus voir écrite aujourd'hui dans un de leurs communiqués. Les liens, à l'époque, étaient très importants entre NPNS et le Planning, alors présidé par Françoise Laurent. À tel point que lors de la manifestation de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars 2004, en plein débat sur la loi concernant les signes religieux à l'école, les deux mouvements manifestaient ensemble, et non dans le cortège principal qui soutenait des associations pro-voile.

Aujourd'hui, le Planning se distingue à l'inverse par son soutien à Lallab, association pro-voile (dont nous parlions dans le n° 1386), qui remet clairement en cause dans ses prises de position le féminisme universaliste. Et le Planning de Marseille n'hésite pas à utiliser une rhétorique bigote en parlant de